

Corsier, le 30 mars 2021

MUNICIPALITE

**Au Conseil communal de la
Commune de Corsier-sur-Vevey**

Préavis municipal no 06/2021

Nouveau règlement du Conseil communal

Monsieur le Vice-Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La révision de la loi sur les communes entrée en vigueur le 1er juillet 2013 a entraîné de nombreuses modifications qui nécessitaient des adaptations des règlements des conseils communaux et généraux. Le règlement du Conseil communal de Corsier-sur-Vevey actuellement en vigueur avait alors été rafraîchi et adopté le 27 octobre 2015, en tenant notamment compte du passage de l'élection du Conseil communal du mode majoritaire au mode proportionnel.

Suite à l'expérience de cette première législature, votre Conseil a jugé pertinent et nécessaire de procéder à une révision de son Règlement et a confié cette tâche à une Commission composée de huit conseillères et conseillers. C'est donc cette commission qui vous présente, au travers du présent préavis, la nouvelle mouture de votre Règlement pour débat et validation, règlement rédigé en langage épicène. La Municipalité profite de relever l'important travail effectué par ladite commission et tient à lui adresser ses vifs et sincères remerciements.

En résumé, les principales nouveautés sont les suivantes :

- un siège vacant est repourvu dans un délai de 5 semaines, soit par la proclamation de l'élection d'un·e suppléant·e de la même liste, soit, s'il n'y a plus de suppléant·e, par une élection complémentaire (art. 10) ;
- expédition, par le ou la secrétaire, aux membres des commissions de la liste des membres qui les composent (art. 34);
- élection des membres des commissions de gestion et des finances pour la durée de la législature (art. 38 et art. 39) ;
- précisions sur les commissions thématiques dont le conseil peut décider en tout temps la création sur un thème donné, dont il arrête le nombre de membres, les compétences, le mode de fonctionnement ainsi que la durée, par exemple pour la durée de la législature (art. 40) ;
- désignation des rapporteurs par les membres des commissions (art. 41) ;
- nomination des Présidents avant les commissions, selon un tournoi défini entre les chefs de groupes (art. 44) ;
- les rapports des commissions et leurs conclusions doivent impérativement prendre la forme écrite (art. 48) ;

- suppression de la mention relative aux cloches du Temple et de la Chapelle des Monts-de-Corsier qui sonnent 30 minutes avant la séance. Cette tradition est maintenue mais n'est plus nécessaire dans le règlement (art. 50) ;
- précision de ce qu'est le droit d'initiative (art. 60) ;
- précision de la possibilité de refuser une proposition par le Conseil communal (art. 61) ;
- précision de la forme que peut prendre une pétition, à savoir par écrit ou en ligne (art. 64) ;
- suppression de la discussion sur l'entrée ou non en matière et passage direct à la discussion (art. 69) ;
- ajout de la définition de la motion d'ordre (art. 74) ;
- ajout des commissions thématiques.

Vous trouvez en annexe, les documents suivants :

- un comparatif en trois colonnes : ancien règlement / nouveau règlement / commentaires ;
- un exemplaire du nouveau règlement avec titres et sous-titres.

Conclusions

En conclusion, nous vous prions, Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

le Conseil communal de Corsier-sur-Vevey

- vu le présent préavis ;
- ouï le rapport de la Commission ad hoc chargée de rapporter sur cet objet

décide

- a) d'approuver le nouveau règlement du Conseil communal ;
- b) de fixer son entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Au nom de la Municipalité
la syndique la secrétaire adj.





A. Rouge M. Decosterd

Annexes :

- un comparatif ancien règlement / nouveau règlement / commentaires
- un nouveau règlement avec titres et sous-titres
- Lien de la loi sur les communes :
<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/175.11?key=1611912544031&id=3f4231f9-d36c-4911-9d48-e38c0f18ad3c>
- Lien de la loi sur l'exercice des droits politiques :
<https://prestations.vd.ch/pub/blv-publication/actes/consolide/160.01?key=1611912714972&id=44f134d8-94c3-4ae6-8902-ad85c6ff0f81>

(a) TITRE I**Chapitre I**

Article original	Proposition	Commentaires, explications
<p>Art. 1</p> <p>a) Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.</p> <p>b) Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.</p>		
<p>Art. 2</p> <p>Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.</p>		
<p>Art. 3</p> <p>Les membres du conseil doivent être des électeurs au sens de l'article 5 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.</p>		
<p>Art. 4</p> <p>Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.</p>		

1

<p>Art. 5</p> <p>Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant : "Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.</p> <p>Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."</p>		
<p>Art. 6</p> <p>Avant de procéder à l'installation, le préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléants.</p>		
<p>Art. 7</p> <p>Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.</p>		

2

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

Art. 8		
L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1 ^{er} juillet.		
Art. 9		
Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.		
En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.		
Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le président est réputé démissionnaire		
Art. 10	Art 10	
Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP.	Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP. Le siège doit être repourvu dans un délai de cinq semaines.	
	<i>Le bureau du Conseil est compétent pour prendre les décisions et proclamer les candidat·e·s élu·e·s. Il procède de la manière suivante:</i> <i>a. le bureau proclame élu·e le premier ou la première suppléant·e éligible de la même liste; si cette personne refuse le siège, le ou la suppléant·e qui suit prend sa place ;</i> <i>b. s'il n'y a plus de suppléant·e, il est procédé à une élection complémentaire. Cette</i>	

3

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

	<i>élection complémentaire a lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.</i>	
Chapitre II		
Art. 11		
Le conseil nomme chaque année dans son sein : a) un président; b) deux vice-présidents; c) deux scrutateurs et deux suppléants. Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.		
Art. 12		
Le président, les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.		
Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.		
Art. 13		
Les conseillers communaux élus à la municipalité sont réputés démissionnaires.		
Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.		

4

Art. 14		
Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil. Le secrétaire du conseil ne doit pas être conjoint, partenaire enregistré ou personne menant de fait une vie de couple, parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante, ou frère ou sœur du président.		
Art. 15		
Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.		
Art. 16		
Le conseil est servi par un ou des huissier(s), désigné(s) par la municipalité.		

Chapitre III**Section I**

Art. 17		
Le conseil délibère sur : 1. le contrôle de la gestion; 2. le projet de budget et les comptes; 3. les propositions de dépenses extrabudgétaires; 4. le projet d'arrêté d'imposition;		

5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite; 6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC; 7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt; 8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité); 9. le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération ; 10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes; 11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut		
--	--	--

<p>accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;</p> <p>12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments;</p> <p>13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;</p> <p>14. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC);</p> <p>15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.</p> <p>Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.</p>		
<p>Art. 18</p> <p>Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales. Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.</p>		

<p>Art. 19</p> <p>Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.</p> <p>S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé ; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.</p>		
<p>Art. 19a</p> <p>Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur.</p>		

Section II

<p>Art. 20</p> <p>Le bureau du conseil est composé du président et des deux scrutateurs. Sont également membres du bureau, les vice-présidents, le secrétaire et deux scrutateurs suppléants.</p>		
<p>Art. 21</p> <p>Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.</p>		
<p>Art. 22</p> <p>Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du</p>		

<p>procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.</p> <p>Il fait chaque année un rapport au conseil sur l'état dans lequel se trouvent les archives.</p> <p>Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.</p>		
<p>Art. 23</p> <p>Le bureau est chargé de la police de la salle des séances</p>		

Section III

<p>Art. 24</p> <p>Le président a la garde du sceau du conseil.</p>		
<p>Art. 25</p> <p>Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président et syndic).</p> <p>Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.</p> <p>Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.</p>		
<p>Art. 26</p> <p>Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.</p>		
<p>Art. 27</p> <p>Le président accorde la parole. Le conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.</p>		
<p>Art. 28</p> <p>Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des vice-présidents. Il ne peut reprendre la</p>		

présidence qu'après la votation sur le point en discussion.		
<p>Art. 29</p> <p>Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.</p>		
<p>Art. 30</p> <p>Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité. Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur. Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance. Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.</p>		
<p>Art. 31</p> <p>En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.</p>		

Section IV

<p>Art. 32</p> <p>Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.</p>		
---	--	--

Section V

<p>Art. 33</p> <p>Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.</p> <p>Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.</p> <p>Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.</p> <p>Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.</p> <p>Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.</p>		
<p>Art. 34</p> <p>Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal des séances du Conseil et le remet à la Municipalité et aux Conseillers. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il expédie aux présidents</p>	<p>Art. 34</p> <p>Le ou la secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il ou elle rédige le procès-verbal des séances du Conseil et le remet à la Municipalité et aux conseiller-ière-s. Il ou elle fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il ou elle expédie</p>	<p>A ce stade, les présidents ne sont pas encore nommés, raison pour laquelle il est proposé d'adapter le texte.</p>

des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.	aux membres des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il ou elle prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité	
Art. 35 A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.		
Art. 36 Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont : a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil; b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil; c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire; d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.		

Chapitre IV**Section I - Composition et attribution des commissions**

Art. 37 Toute commission est composée de cinq membres au moins. Il est tenu compte d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 84, alinéa 3 ci-après. En principe, tout groupe politique siégeant au conseil communal est représenté dans chaque commission selon une répartition équitable ou selon un tourmus général, décidé en début de législature par les groupes politiques. Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou par un collaborateur. Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, mais peut assister aux séances à l'invitation du premier membre ; sa voix est consultative		
---	--	--

Section II – Commissions permanentes

<p>Art. 38</p> <p>Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.</p> <p>La commission de gestion est composée de 7 membres.</p> <p>Les 3 personnes qui obtiennent le plus de voix sont élues pour la durée de la législature.</p> <p>Les 4 autres membres sont désignés pour une première période de trois années. Une nouvelle élection désignera les 4 nouveaux ou anciens membres pour une durée de deux années, terminant ainsi la période législative.</p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission de gestion :</p> <p>a) les membres de la municipalité sortant de charge, pour autant qu'ils auraient à contrôler leur propre gestion ;</p> <p>b) les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal.</p> <p>Au surplus, les articles 94 et suivants du présent règlement s'appliquent.</p>	<p>Art 38</p> <p>Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.</p> <p>La commission de gestion est composée de 7 membres.</p> <p><i>Les 7 membres sont élue·e·s pour la durée de la législature.</i></p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission de gestion :</p> <p>a) les membres de la municipalité sortant de charge, pour autant qu'ils ou elles auraient à contrôler leur propre gestion ;</p> <p>b) les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal.</p> <p>Au surplus, les articles 94 et suivants du présent règlement s'appliquent.</p>	<p>Suppression des paragraphes 3 et 4. Ajout de la phrase en italiques.</p> <p>Raison : Avec le passage à un système proportionnel, les membres sont élus pour toute la législature pour fluidifier et faciliter leur travail ainsi que favoriser un suivi.</p>
<p>Art. 39</p> <p>Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires dans le cadre de préavis ou de budget, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition. Elle rapporte au conseil sur l'aspect financier de ces objets.</p> <p>La commission des finances assiste la municipalité de son avis sur les problèmes d'aspects financiers et</p>	<p>Art 39</p> <p>Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires dans le cadre de préavis ou de budget, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition. Elle rapporte au conseil sur l'aspect financier de ces objets.</p> <p>La commission des finances assiste la municipalité de son avis sur les problèmes d'aspects financiers et en</p>	<p>Idem que Art. 38.</p>

15

<p>en particulier sur tout préavis portant sur une dépense extrabudgétaire.</p> <p>La commission est composée de 7 membres.</p> <p>Les 3 personnes qui obtiennent le plus de voix sont élues pour la durée de la législature.</p> <p>Les 4 autres membres sont désignés pour une première période de trois années. Une nouvelle élection désignera les 4 nouveaux ou anciens membres pour une durée de deux années, terminant ainsi la période législative.</p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission des finances :</p> <p>- les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal.</p>	<p>particulier sur tout préavis portant sur une dépense extrabudgétaire.</p> <p>La commission est composée de 7 membres.</p> <p><i>Les 7 membres sont élue·e·s pour la durée de la législature.</i></p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission des finances:</p> <p>- les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal.</p>	
--	---	--

Section III Commissions ad hoc et thématiques

<p>Art. 40</p> <p>Les autres commissions du conseil sont :</p> <p>a. les commissions ad hoc, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité. - les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil, les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération ; <p>b. les commissions thématiques, nommées pour un objet particulier.</p>	<p>Art 40</p> <p>Les autres commissions du conseil sont :</p> <p>a. les commissions ad hoc, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité. - les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil, les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération ; <p>b. les commissions thématiques soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>des commissions dont le conseil peut décider en tout temps la création sur un thème donné, dont il arrête le nombre de membres, les compétences, le mode de fonctionnement</i> 	<p>Commission thématique : visibilité de cette option mise avec une modification de cet article.</p>
--	--	--

16

	<i>ainsi que la durée, par exemple pour la durée de la législature.</i>	
<p>Art. 41</p> <p>Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau, sur proposition des présidents des groupes.</p> <p>Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</p> <p>Les commissions désignent, par tournus entre groupes, leurs présidents ainsi que leurs rapporteurs.</p> <p>Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.</p> <p>Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le conseiller à remplacer.</p> <p>Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il est réputé démissionnaire de la commission dans laquelle il représentait ce parti ou ce groupe.</p>	<p>Art. 41</p> <p>Sous réserve de la nomination de la commission de gestion, de la commission des finances et des commissions thématiques, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau, sur proposition des président·e·s des groupes.</p> <p>Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</p> <p>Les commissions désignent, par tournus entre groupes, leurs président·e·s.</p> <p>Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles désignent leur rapporteur·trice. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.</p> <p>Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le ou la conseiller·ère à remplacer.</p> <p>Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il ou elle est réputé·e démissionnaire de la commission dans laquelle il ou elle représentait ce parti ou ce groupe.</p>	<p>Dans la pratique, les rapporteurs sont désignés au début d'une commission sans tenir un tournus par soucis de disponibilité.</p> <p>En concordance avec l'article 40 let. b, ajout des commissions thématiques</p>

Section IV- Rapport

<p>Art. 42</p> <p>La commission rapporte à une date ultérieure. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.</p>		
<p>Art.43</p> <p>Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport au bureau du greffe et au bureau du conseil au moins dix jours ouvrables avant la séance, cas d'urgence réservés.</p> <p>Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil.</p>		
<p>Art. 44</p> <p>Le premier membre d'une commission, désigné par le bureau, la convoque. La commission se constitue elle-même et désigne un président et un rapporteur. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.</p>	<p>Art. 44</p> <p>Le ou la premier·ère membre d'une commission, la convoque. La commission se constitue elle-même et désigne <i>un·e rapporteur·trice</i>. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.</p>	<p>Les chefs de groupes désignent le président selon un tournus défini entre les groupes.</p> <p>Le président est nommé avant la commission.</p>
<p>Art. 45</p> <p>Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.</p> <p>Les commissions délibèrent à huis clos.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote.</p>	<p>Art. 45</p> <p>Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.</p> <p>Les commissions délibèrent à huis clos.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité <i>simple</i> des membres présents. Le ou la président·e prend part au</p>	<p>Modification de la Loi sur les communes</p>

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant. En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la maison de commune.	vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant. En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la maison de commune.	
Art. 46 Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC. Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.		
Art. 47 Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.		
Art. 48 Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites. Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.	Art. 48 Le rapport et les conclusions doivent toujours être écrits. Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.	Suppression de la possibilité de faire un rapport uniquement par oral. La présentation devant le Conseil est libre, ce qui permet au rapporteur de lire tout ou partie du rapport.

TITRE II

Chapitre I

Art. 49 Le conseil s'assemble en général à la maison de commune. Il est convoqué par écrit par son		
---	--	--

19

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil. La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins cinq jours à l'avance, cas d'urgence réservés. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.		
Art. 50 Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué. Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale. La cloche du temple et celle de la chapelle des Monts sonnent trente minutes avant l'heure fixée par la convocation du Conseil. Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal. Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.	Art. 50 Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il ou elle est régulièrement convoqué.e. Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale. Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal. Il est pris note des absent.e.s, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.	La tradition est maintenue, mais pas nécessaire dans le règlement.
Art. 51 Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.		
Art. 52		

20

<p>Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public, d'intérêts privés prépondérants ou de bonnes mœurs.</p> <p>En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.</p> <p>En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.</p>		
<p>Art. 53</p> <p>Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.</p> <p>Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 51 qui précède n'est pas applicable.</p> <p>Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.</p>		
<p>Art. 54</p> <p>Le bureau peut tenir un registre des intérêts.</p>		
<p>Art. 55</p>		

<p>S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 51 est atteint, le président déclare la séance ouverte.</p> <p>Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle</p>		
<p>Art. 56</p> <p>Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.</p> <p>Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.</p>		
<p>Art. 57</p> <p>Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :</p> <p>a) des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;</p> <p>b) des communications de la municipalité.</p> <p>Il passe ensuite à l'ordre du jour.</p> <p>Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.</p> <p>L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil notamment sur proposition de la municipalité.</p>		
<p>Art. 58</p> <p>Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.</p>		

<p>Art. 59</p> <p>Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :</p> <p>a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;</p> <p>b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil communal ;</p> <p>c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.</p>		
<p>Art. 60</p> <p>Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.</p> <p>La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - statuer ; - renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité sa position. Après le rapport du bureau, le conseil tranche. 	<p>Art. 60</p> <p>Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative (<i>postulat, motion, projet rédigé</i>), il ou elle remet sa proposition par écrit au ou à la président-e.</p> <p>La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. statuer ; b. renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité sa position. Après le rapport du bureau, le conseil tranche. 	<p>Ajout de la précision de ce qu'est le droit d'initiative pour plus de clarté.</p>
<p>Art. 61</p>	<p>Art. 61</p>	<p>Précision de la possibilité de refuser la proposition de la part du conseil.</p>

<p>Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération. Il peut soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande ; - prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier. <p>L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.</p> <p>Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de trois mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. un rapport sur le postulat ; b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. <p>La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 61 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.</p> <p>Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.</p> <p>En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-</p>	<p>Après avoir entendu l'auteur-trice de la proposition, la municipalité et le ou la président-e sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération. Il peut soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande ; - prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier. - Refuser de prendre en considération la proposition et la classer. <p>L'auteur-trice de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.</p> <p>Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de trois mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. un rapport sur le postulat ; b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. <p>La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 61 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.</p> <p>Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.</p> <p>En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis</p>	
---	--	--

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.	ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseiller-ière-s expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.	
<p>Art. 62</p> <p>Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.</p> <p>Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.</p> <p>La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.</p>	<p>Art. 62</p> <p>Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.</p> <p>Il informe, par écrit, le ou la président-e de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.</p> <p>La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour de la séance suivante.</p>	Clarification.
<p>Art. 63</p> <p>Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.</p> <p>La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 62 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.</p>		
Art. 64	Art. 64	Clarification pour ouvrir le champ des possibilités.

25

Tableau comparatif règlement du CC Corsier-sur-Vevey

<p>Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.</p> <p>Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.</p> <p>Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.</p> <p>Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 66, alinéa 2, du présent règlement.</p> <p>Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.</p>	<p>La pétition peut être lancée <i>sous forme écrite ou en ligne</i>. Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.</p> <p>Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.</p> <p>Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.</p> <p>Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 66, alinéa 2, du présent règlement.</p> <p>Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.</p>	
<p>Art. 65</p> <p>La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.</p> <p>Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.</p> <p>Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.</p>		
Art. 66		

26

<p>Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la prise en considération ; ou b. le rejet de la prise en considération et le classement. <p>Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.</p>		
<p>Art. 67</p> <p>Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.</p>		
<p>Art. 68</p> <p>Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission; 2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion; 3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition. 		

<p>Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.</p>		
<p>Art. 69</p> <p>Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être discuté du projet lui-même.</p>	<p>Art. 69</p> <p>Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au ou à la président-e, qui ouvre immédiatement la discussion.</p>	<p>Suppression à des fins de simplifications.</p>
<p>Art. 70</p> <p>La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.</p> <p>Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande</p>		
<p>Art. 71</p> <p>Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président.</p> <p>L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 30 est toutefois réservé.</p>		
<p>Art. 72</p>		

<p>Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.</p> <p>Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.</p> <p>Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.</p>		
<p>Art. 73</p> <p>Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).</p> <p>Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.</p> <p>Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.</p> <p>Peuvent proposer des amendements :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ; b. les membres du conseil ; c. la municipalité. 		
Art. 74	Art. 74	

<p>Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.</p>	<p><i>Une motion d'ordre est une proposition qui concerne le déroulement d'une délibération en cours. Elle peut être déposée par les conseiller-ière-s, les groupes politiques ainsi que la municipalité.</i></p> <p>Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.</p>	Ajout : définition de la motion d'ordre
<p>Art. 75</p> <p>Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.</p> <p>Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire.</p> <p>Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.</p> <p>A la séance suivante, la discussion est reprise.</p>		
<p>Art. 76</p> <p>Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.</p> <p>Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.</p>		
Art. 77		

<p>La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.</p> <p>Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.</p> <p>Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.</p> <p>Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.</p> <p>La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.</p> <p>La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.</p> <p>Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.</p> <p>En cas de vote à main levée, à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres, la votation a lieu à l'appel nominal. En cas d'égalité, le président tranche.</p> <p>A la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres, la votation a lieu au bulletin secret.</p> <p>En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.</p>		
---	--	--

<p>Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.</p> <p>Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.</p>		
<p>Art. 78</p> <p>Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.</p> <p>En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p> <p>En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.</p>		
<p>Art. 79</p> <p>Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.</p>		
<p>Art. 80</p> <p>Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier lors de la prochaine séance.</p> <p>Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.</p>		

Art. 81 La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.		
Art. 82 Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 80, alinéa 2 est réservé.		
Art. 83 Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et que cinq membres demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.		
Art. 84 Sont considérés comme formant un groupe politique les membres d'un même parti, ou regroupés par apparentement, qui siègent au conseil communal. Les conseillers peuvent former des groupes pour autant que 10% (arrondi à l'unité supérieure) des conseillers au moins en fassent partie. Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des commissions.		
Art. 85 Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet.		

Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.		
Art. 86 La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature. Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.		
Art. 87 La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission.		
Art. 88 Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.		
Art. 89 Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission des finances se soient prononcées.		
Art. 90 Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.		
Art. 91 Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de		

<p>financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.</p> <p>Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.</p>		
<p>Art. 92</p> <p>La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements.</p> <p>Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.</p>		
<p>Art. 93</p> <p>Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié par le Conseil en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.</p>		
<p>Art. 94</p> <p>Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.</p> <p>La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.</p>		

<p>Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 85 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 86).</p>		
<p>Art. 95</p> <p>La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune et, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur.</p> <p>Lors de l'examen des comptes communaux et intercommunaux du cercle de Corsier, des membres de la commission des finances peuvent être invités à participer aux séances. Ils disposent à ce titre d'une voix consultative.</p>		
<p>Art. 96</p> <p>Les restrictions prévues par l'article 40 c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.</p> <p>Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :</p>	<p>Art. 96</p> <p>Les restrictions prévues par l'article 40 c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance (<i>commission de gestion et commission de finance</i>) dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.</p> <p>Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :</p> <p>a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;</p>	

<p>a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;</p> <p>b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;</p> <p>c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;</p> <p>d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;</p> <p>e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;</p> <p>f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;</p> <p>g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité ;</p> <p>h. la visite de tout ou partie des chantiers, domaines et bâtiments communaux.</p> <p>En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.</p>	<p>b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;</p> <p>c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;</p> <p>d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;</p> <p>e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;</p> <p>f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;</p> <p>g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité ;</p> <p>h. la visite de tout ou partie des chantiers, domaines et bâtiments communaux.</p> <p>En cas de divergence entre un-e membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le ou la membre du conseil ou la municipalité peut saisir la préfète ou le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le ou la conseiller-ière et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, la préfète ou le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.</p>	
Art. 97		
La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.		
Art. 98		
Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion, voire de la commission des		

finances, sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre lors du conseil suivant.		
Art. 99		
Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission et, le cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 94 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.		
Art. 100		
Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.		
Art. 101		
Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes. Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil. S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais ne peut pas la reformuler.		
Art. 102		
L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.		
Art. 103		

La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP.		
Art. 104 Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.		
Art. 105 Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.		
Art. 106 Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a. Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.		
Art. 107 Sauf huis clos (voir article 52), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public.		
Art. 108 Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.		

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.		
Art. 109 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité, mais au plus tôt le 1 ^{er} juillet 2016. Il abroge le règlement du 24 octobre 2014. Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.	Art. 109 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et du territoire, mais au plus tôt le 1 ^{er} juillet 2021. Il abroge le règlement du 25 octobre 2015. Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.	La dernière version officielle date du 25 octobre 2015.

Règlement du conseil communal de Corsier-sur-Vevey

Abréviations

Abréviation	RSV	Dénomination
Cst-VD	101.01	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud
LC	175.11	Loi du 28 février 1956 sur les communes
RCCom	175.31.1	Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes
LEDP	160.01	Loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques

Quelques définitions

Le postulat est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil communal ou de la municipalité.

La motion est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil communal. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

La motion d'ordre a pour objet l'ordre de la discussion. Elle est traitée prioritairement, modifie l'ordre du jour ou l'ordre de la discussion en cours.

Le projet de règlement ou de décision du conseil est un texte complètement rédigé par l'auteur-e de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil communal. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

L'interpellation : est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur-e de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

L'amendement vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

TITRE PREMIER	LE CONSEIL ET SES ORGANES.....	6
Chapitre premier	Formation du conseil.....	6
ART. 1	NOMBRE DE MEMBRES	7
ART. 2	ELECTION	7
ART. 3	QUALITE D'ELECTEUR-TRICE	7
ART. 4	INSTALLATION.....	7
ART. 5	ASSERMENTATION	7
ART. 6	CONSEILLERES COMMUNALES ET CONSEILLERS COMMUNAUX ELUS A LA MUNICIPALITE	7
ART. 7	ORGANISATION.....	7
ART. 8	ENTREE EN FONCTION	7
ART. 9	SERMENT DES ABSENTS	7
ART. 10	VACANCES.....	8
Chapitre II	Organisation du conseil	8
ART. 11	ORGANES.....	8
ART. 12	NOMINATIONS.....	8
ART. 13	INCOMPATIBILITE MUNICIPALITE.....	8
ART. 14	INCOMPATIBILITES AUTRES	8
ART. 15	ARCHIVES.....	8
ART. 16	HUISSIER-ERE-S	8
Chapitre III	Attributions et compétences	9
Section I	Du conseil	9
ART. 17	ATTRIBUTIONS DU CONSEIL.....	9
ART. 18	NOMBRE DE MUNICIPAUX	10
ART. 19	SANCTIONS.....	10
ART. 19 A	INTERDICTION D'ACCEPTER OU DE SOLLICITER DES LIBERALITES OU D'AUTRES AVANTAGES	10
Section II	Du bureau du conseil	10
ART. 20	COMPOSITION DU BUREAU ET DU BUREAU ELARGI.....	10
ART. 21	RESTRICTION DE NOMINATION	10
ART. 22	ATTRIBUTION DU BUREAU ET DU BUREAU ELARGI.....	10
ART. 23	POLICE DANS LA SALLE DES SEANCES	10
Section III	Du ou de la président-e du conseil	10
ART. 24	PRESIDENT-E DU CONSEIL	10
ART. 25	CONVOCATION	10
ART. 26	ORGANISATION DE LA DISCUSSION	11
ART. 27	DROIT DE PAROLE.....	11
ART. 28	PARTICIPATION AU DEBAT	11
ART. 29	VOTE DU PRESIDENT-E	11
ART. 30	POLICE DE L'ASSEMBLEE.....	11
ART. 31	REMPLACEMENT	11
Section IV	Des scrutateur-trice-s.....	11
ART. 32	SCRUTATEUR-TRICE-S.....	11
Section V	Du ou de la secrétaire.....	12
ART. 33	TACHES DU OU DE LA SECRETAIRE.....	12
ART. 34	REDACTION DE DOCUMENTS.....	12

ART. 35	DOCUMENTS A DISPOSITION.....	12
ART. 36	TENUE DES REGISTRES	12
	<i>Chapitre IV Des commissions</i>	13
ART. 37	COMPOSITION ET ATTRIBUTION DES COMMISSIONS	13
ART. 38	COMMISSION DE GESTION	13
ART. 39	COMMISSION DES FINANCES.....	13
ART. 40	AUTRES COMMISSIONS	13
ART. 41	NOMINATION ET FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS	14
ART. 42	RAPPORT	14
ART. 43	DEPOT DU RAPPORT	14
ART. 44	CONVOCATION ET RAPPORTEUR-TRICE	14
ART. 45	QUORUM ET VOTE	14
ART. 46	DROIT A L'INFORMATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS ET SECRET DE FONCTION	14
ART. 47	OBSERVATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL.....	14
ART. 48	RAPPORT	15
	TITRE II TRAVAUX GENERAUX DU CONSEIL.....	15
	<i>Chapitre premier Des assemblées du conseil.....</i>	15
ART. 49	CONVOCATIONS.....	15
ART. 50	ABSENCES ET SANCTIONS.....	15
ART. 51	QUORUM.....	15
ART. 52	PUBLICITE HUIS CLOS	15
ART. 53	RECUSATION.....	15
ART. 54	REGISTRE DES INTERETS.....	15
ART. 55	OUVERTURE.....	15
ART. 56	PROCES-VERBAL	16
ART. 57	OPERATIONS.....	16
	<i>Chapitre II Droit des conseiller·ière·s s et de la municipalité.....</i>	17
ART. 58	DROIT D'INITIATIVE.....	17
ART. 59	POSTULAT, MOTION, PROJET REDIGE.....	17
ART. 60	PROPOSITIONS	17
ART. 61	DELIBERATIONS ET TRAITEMENT	18
ART. 62	INTERPELLATION	18
ART. 63	SIMPLE QUESTION OU VŒU	18
	<i>Chapitre III De la pétition.....</i>	19
ART. 64	DEPOT D'UNE PETITION.....	19
ART. 65	PROCEDURE	19
ART. 66	COMPETENCE	19
ART. 67	REPONSE	19
	<i>Chapitre IV De la discussion.....</i>	20
ART. 68	RAPPORT DE LA COMMISSION	20
ART. 69	ENTREE EN MATIERE.....	20
ART. 70	DISCUSSION.....	20
ART. 71	ORATEUR	20

ART. 72	DISCUSSION DES ARTICLES	20
ART. 73	AMENDEMENTS	21
ART. 74	MOTION D'ORDRE.....	21
ART. 75	RENOI	21
ART. 76	PROLONGATION DES DELIBERATIONS AU-DELA DE MINUIT	21
	<i>Chapitre V De la votation.....</i>	<i>22</i>
ART. 77	VOTATION	22
ART. 78	ETABLISSEMENT DES RESULTATS.....	22
ART. 79	QUORUM.....	22
ART. 80	SECOND DEBAT	22
ART. 81	RETRAIT DU PROJET	23
ART. 82	ANNULATION D'UNE DECISION.....	23
ART. 83	REFERENDUM SPONTANE.....	23
ART. 84	GROUPES POLITIQUES	23
	TITRE III BUDGET, GESTION ET COMPTES.....	24
	<i>Chapitre premier Budget et crédits d'investissements</i>	<i>24</i>
ART. 85	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	24
ART. 86	DEPENSES IMPREVISIBLES ET EXCEPTIONNELLES, URGENTES.....	24
ART. 87	PRESENTATION DU BUDGET	24
ART. 88	DELAJ DE VOTE SUR LE BUDGET	24
ART. 89	AMENDEMENTS AU BUDGET	24
ART. 90	DEPENSES COURANTES.....	24
ART. 91	INVESTISSEMENTS, CREDITS.....	24
ART. 92	PLAN DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	24
ART. 93	PLAFOND D'ENDETTEMENT	24
	<i>Chapitre II Examen de la gestion et des comptes</i>	<i>25</i>
ART. 94	RAPPORT DE LA MUNICIPALITE SUR LA GESTION	25
ART. 95	EXAMEN APPROFONDI DES COMPTES	25
ART. 96	DROIT D'INVESTIGATION	25
ART. 97	DROIT DE PAROLE DE LA MUNICIPALITE	26
ART. 98	REPOSSES AUX OBSERVATIONS.....	26
ART. 99	DEPOT DU RAPPORT ET DES COMPTES.....	26
ART. 100	VOTE SUR LA GESTION ET LES COMPTES.....	26
ART. 101	DELIBERATIONS SUR LA GESTION ET LES COMPTES	26
ART. 102	ARCHIVAGE.....	26
	TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES.....	27
	<i>Chapitre premier De l'initiative populaire.....</i>	<i>27</i>
ART. 103	INITIATIVE POPULAIRE	27
	<i>Chapitre II Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa De l'expédition des documents</i>	<i>27</i>
ART. 104	COMMUNICATIONS DU CONSEIL	27
ART. 105	COMMUNICATIONS DE LA MUNICIPALITE.....	27
ART. 106	ENREGISTREMENT DES REGLEMENTS.....	27
	<i>Chapitre III De la publicité.....</i>	<i>27</i>
ART. 107	TRIBUNE PUBLIQUE	27

ART. 108 MANIFESTATION DU PUBLIC.....27

Chapitre IV Dispositions finales..... 28

ART. 109 ENTREE EN VIGUEUR.....28

Art. 1	Nombre de membres	LC 17	<p>a) Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.</p> <p>b) Le conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.</p>
Art. 2	Election	Cst-VD 144 LEDP 81 et 81a	Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP selon le système proportionnel.
Art. 3	Qualité d'électeur·trice	LEDP 5 LC 97	Les membres du conseil doivent être des électeur·trice·s au sens de l'article 5 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeur·trice dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeur·trice·s.
Art. 4	Installation	LC 83 ss	Le conseil est installé par la préfète ou le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.
Art. 5	Assermentation	LC 9	<p>Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant :</p> <p>"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.</p> <p>Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."</p>
Art. 6	Conseillères communales et conseillers communaux élus à la municipalité	Cst-VD 143	Avant de procéder à l'installation, la préfète ou le préfet, constate la démission des Conseillères communales et conseillers communaux élus à la municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléant·e·s.
Art. 7	Organisation	LC 89, 23, 10 à 12	Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence de la préfète ou du préfet, à la nomination de sa présidente ou de son président et du ou de la secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.
Art. 8	Entrée en fonction	LC 92	L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1 ^{er} juillet.
Art. 9	Serment des absents	LC 90	<p>Les membres absents du conseil et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par la présidente ou le président de ce corps, qui en informe la préfète ou le préfet. La présidente ou le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.</p> <p>En cas d'urgence, il est autorisé de prêter serment devant le bureau.</p> <p>La conseillère ou le conseiller municipal·e ou communal·e qui ne prête pas serment dans le délai imparti par la ou le président·e est réputé·e démissionnaire.</p>

Art. 10	Vacances	LEDP 82	<p>1 Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP. Le siège doit être repourvu dans un délai de cinq semaines.</p> <p>2 Le bureau du Conseil est compétent pour prendre les décisions et proclamer les candidat·e·s élu·e·s. Il procède de la manière suivante:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le bureau proclame élu·e le premier ou la première suppléant·e éligible de la même liste; si cette personne refuse le siège, le ou la suppléant·e qui suit prend sa place ; 2. s'il n'y a plus de suppléant·e, il est procédé à une élection complémentaire. Cette élection complémentaire a lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.
----------------	-----------------	------------	---

Chapitre II

Organisation du conseil

Art. 11	Organes	LC 10 et 23	<p>Le conseil nomme chaque année dans son sein :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) un·e président·e; b) deux vice-président·e·s; c) deux scrutateur·trice·s et deux suppléant·e·s. <p>Il nomme pour la durée de la législature sa ou son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.</p>
Art. 12	Nominations	LC 11et 23	<p>La ou le président·e, les vice-président·e·s et la ou le secrétaire sont nommé·e·s au scrutin individuel secret; les scrutateur·trice·s sont élu·e·s au scrutin de liste, leurs suppléant·e·s également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.</p> <p>Lorsque le nombre de candidat·e·s est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.</p>
Art. 13	Incompatibilité municipalité	Cst-VD 143	<p>Les conseiller·ère·s élu·e·s à la municipalité sont réputé·e·s démissionnaires.</p> <p>Une place distincte est réservée à la municipalité dans la salle du conseil.</p>
Art. 14	Incompatibilités autres	LC 12 et 23	<p>La ou le secrétaire municipal·e n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. Elle ou il peut toutefois être élu·e secrétaire du conseil.</p> <p>La ou le secrétaire du conseil ne doit pas être conjoint·e, partenaire enregistré ou personne menant de fait une vie de couple, parent·e ou allié·e en ligne directe ascendante ou descendante, ou frère ou sœur du président·e.</p>
Art. 15	Archives		<p>Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.</p>
Art. 16	Huissier·ère·s		<p>Le conseil est servi par un·e ou des huissier·ère(s), désigné·e·(s) par la municipalité.</p>

Section I Du conseil

Art. 17 Attributions du conseil

Cst-VD
146,
LC 4

Le conseil délibère sur :

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);
9. le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération ;
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;
14. la fixation des indemnités des membres du conseil, des membres des commissions, du ou de la président-e et du ou de la secrétaire du conseil et, cas échéant de l'huissier-ière, sur proposition du bureau et sur proposition de la municipalité, la fixation des indemnités de la syndique ou du syndic et des membres de la municipalité (art. 29 LC);
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

Art. 18	Nombre de municipaux	LC 47	Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales. Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.
Art. 19	Sanctions	LC 100	Lorsque le conseil, la municipalité ou un·e membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, la personne coupable est expulsé par les agents de la force publique. S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé ; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.
Art. 19 a	Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages	LC 100a	Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur.

Section II Du bureau du conseil

Art. 20	Composition du bureau et du bureau élargi	LC 10 et 23	Le bureau du conseil est composé du ou de la président·e et des deux scrutateur·trice·s. Sont également membres du bureau, les vice-président·e·s, le·la secrétaire et deux scrutateur·trice·s suppléants.
Art. 21	Restriction de nomination		Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.
Art. 22	Attribution du bureau et du bureau élargi		Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du ou de la président·e) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour. Il fait chaque année un rapport au conseil sur l'état dans lequel se trouvent les archives. Il préside à la remise des archives d'un·e secrétaire à son ou sa successeur.
Art. 23	Police dans la salle des séances		Le bureau est chargé de la police de la salle des séances

Section III Du ou de la président·e du conseil

Art. 24	Président·e du conseil		Le ou la président·e a la garde du sceau du conseil.
Art. 25	Convocation	LC 24 et 25	Le ou la président·e convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité (président·e et syndic·que). La préfète ou le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Art. 26	Organisation de la discussion	Le ou la président·e fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Ses charges sont d'ouvrir la discussion, la diriger et la clôturer. Il ou elle pose la question et la soumet à la votation. Il ou elle préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.
Art. 27	Droit de parole	Le ou la président·e accorde la parole. Le ou la conseiller·ère qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.
Art. 28	Participation au débat	Lorsque le ou la président·e veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des vice-présidents. Il ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion.
Art. 29	Vote du président·e	Le ou la président·e prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ou elle ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.
Art. 30	Police de l'assemblée	<p>Le ou la président·e exerce la police de l'assemblée. Il ou elle rappelle à la question l'orateur·trice qui s'en écarte. Il ou elle adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux membres du conseil et aux membres de la municipalité. Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le ou la président·e peut retirer la parole à l'orateur·trice.</p> <p>Si le ou la président·e ne peut pas obtenir l'ordre, il ou elle a le droit de suspendre ou de lever la séance.</p> <p>Le ou la membre rappelé·e à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.</p>
Art. 31	Remplacement	En cas d'empêchement, le ou la président·e est remplacé par le ou la premier·ère vice-président·e, celui-ci ou celle-ci par le second et, en cas d'absence simultanée des deux vice-président·e·s, par un·e des membres du bureau ou par un·e président·e ad hoc désigné·e par l'assemblée pour la séance.

Section IV Des scrutateur·trice·s

Art. 32	Scrutateur·trice·s	Les scrutateur·trice·s sont chargé·e·s du dépouillement des scrutins. Ils ou elles comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils ou elles prennent note des votes et en communiquent le résultat au président·e.
----------------	---------------------------	---

Section V Du ou de la secrétaire

- Art. 33 Tâches du ou de la secrétaire**
- Le ou la secrétaire signe avec le ou la président·e les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.
- Le ou la secrétaire est chargé·e du contrôle des absences. Il ou elle est responsable des archives du conseil.
- Lorsqu'un·e secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le ou la secrétaire ou ses ayants cause.
- Lorsqu'un·e nouveau·elle secrétaire est nommé·e, la remise des archives lui est faite par le bureau.
- Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le ou la secrétaire, est communiqué au conseil.
- Art. 34 Rédaction de documents**
- Le ou la secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 25 et pourvoit à leur expédition. Il ou elle rédige le procès-verbal des séances du Conseil et le remet à la Municipalité et aux conseiller·ière·s. Il ou elle fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il ou elle expédie aux membres des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il ou elle prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.
- Art. 35 Documents à disposition**
- A chaque séance, le ou la secrétaire fait déposer sur le bureau du ou de la président·e le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.
- Art. 36 Tenue des registres**
- Le ou la secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :
- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil;
 - b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil;
 - c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
 - d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

Chapitre IV

Des commissions

Art. 37	Composition et attribution des commissions	LC 35	<p>Toute commission est composée de cinq membres au moins.</p> <p>Il est tenu compte d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 84, alinéa 3 ci-après.</p> <p>En principe, tout groupe politique siégeant au conseil communal est représenté dans chaque commission selon une répartition équitable ou selon un tournus général, décidé en début de législature par les groupes politiques.</p> <p>Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions présentées par la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou par un·e collaborateur·rice.</p> <p>Le ou la président·e du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, mais peut assister aux séances à l'invitation du ou de la premier·ère membre ; sa voix est consultative.</p>
Art. 38	Commission de gestion	LC 93c RCCom 34	<p>Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.</p> <p>La commission de gestion est composée de 7 membres.</p> <p>Les 7 membres sont élue·e·s pour la durée de la législature.</p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission de gestion :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les membres de la municipalité sortant de charge, pour autant qu'ils ou elles auraient à contrôler leur propre gestion ;b) les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal. <p>Au surplus, les articles 94 et suivants du présent règlement s'appliquent.</p>
Art. 39	Commission des finances		<p>Le conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires dans le cadre de préavis ou de budget, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition. Elle rapporte au conseil sur l'aspect financier de ces objets.</p> <p>La commission des finances assiste la municipalité de son avis sur les problèmes d'aspects financiers et en particulier sur tout préavis portant sur une dépense extrabudgétaire.</p> <p>La commission est composée de 7 membres.</p> <p>Les 7 membres sont élue·e·s pour la durée de la législature.</p> <p>Ne peuvent faire partie de la commission des finances :</p> <ul style="list-style-type: none">- les membres du personnel des services intercommunaux du cercle de Corsier ainsi que les membres du personnel communal.
Art. 40	Autres commissions		<p>Les autres commissions du conseil sont :</p> <ul style="list-style-type: none">a. les commissions ad hoc, soit :<ul style="list-style-type: none">- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil, les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération ;b. les commissions thématiques soit :<ul style="list-style-type: none">- des commissions dont le conseil peut décider en tout temps la création sur un thème donné, dont il arrête le nombre de membre, les compétences, le mode de fonctionnement ainsi que la durée, par exemple pour la durée de la législature.

Art. 41	Nomination et fonctionnement des commissions	<p>Sous réserve de la nomination de la commission de gestion, de la commission des finances et des commissions thématiques, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau, sur proposition des président·e·s des groupes.</p> <p>Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.</p> <p>Les commissions désignent, par tournus entre groupes, leurs président·e·s.</p> <p>Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles désignent leur rapporteur·trice. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.</p> <p>Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le ou la conseiller·ère à remplacer.</p> <p>Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il ou elle est réputé·e démissionnaire de la commission dans laquelle il ou elle représentait ce parti ou ce groupe.</p>
Art. 42	Rapport	<p>La commission rapporte à une date ultérieure. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présent·e·s.</p>
Art. 43	Dépôt du rapport	<p>Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport au bureau du greffe et au bureau du conseil au moins dix jours ouvrables avant la séance, cas d'urgence réservés.</p> <p>Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le ou la président·e du conseil.</p>
Art. 44	Convocation et rapporteur·trice	<p>Le ou la premier·ère membre d'une commission, la convoque. La commission se constitue elle-même et désigne un·e rapporteur·trice. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.</p>
Art. 45	Quorum et vote	<p>Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.</p> <p>Les commissions délibèrent à huis clos.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présent·e·s. Le ou la président·e prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.</p> <p>En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la maison de commune.</p>
Art. 46	Droit à l'information des membres des commissions et secret de fonction	<p>Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC.</p> <p>Les membres des commissions sont soumis·es au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.</p>
Art. 47	Observations des membres du conseil	<p>Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.</p>

Art. 48 Rapport

Le rapport et les conclusions doivent toujours être écrits.

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

Titre II

Travaux généraux du conseil

Chapitre premier

Des assemblées du conseil

Art. 49 Convocations

LC 24,
25

Le conseil s'assemble en général à la maison de commune. Il est convoqué par écrit par son ou sa président·e, à défaut par son ou sa vice-président·e ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un·e des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil.

La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins cinq jours à l'avance, cas d'urgence réservés. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 50 Absences et
sanctions**

LC 98

Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il ou elle est régulièrement convoqué·e.

Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absent·e·s, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Art. 51 Quorum

LC 26

Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présent·e·s forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.

**Art. 52 Publicité
Huis clos**

LC 27

Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public, d'intérêts privés prépondérants ou de bonnes mœurs.

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

Art. 53 Récusation

LC 40j

Un·e membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il ou elle a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il ou elle doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un·e membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.

Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 51 qui précède n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

**Art. 54 Registre des
intérêts**

LC 54

Le bureau peut tenir un registre des intérêts.

Art. 55 Ouverture

S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 51 est atteint, le ou la président·e déclare la séance ouverte.

Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

Art. 56 Procès-verbal

Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le ou la président·e et le ou la secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

Art. 57 Opérations

Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :

- a) des lettres et pétitions qui sont parvenues au ou à la président·e depuis la précédente séance ;
- b) des communications de la municipalité.

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil notamment sur proposition de la municipalité.

Chapitre II

Droit des conseiller·ière·s et de la municipalité

Art. 58	Droit d'initiative	LC 30	Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.
Art. 59	Postulat, motion, projet rédigé	LC 31	<p>Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :</p> <ul style="list-style-type: none">a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil communal ;c) en proposant lui ou elle-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil communal.
Art. 60	Propositions	LC 32	<p>Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative (postulat, motion, projet rédigé), il ou elle remet sa proposition par écrit au ou à la président·e.</p> <p>La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :</p> <ul style="list-style-type: none">- statuer ;- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité sa position. Après le rapport du bureau, le conseil tranche.

Art. 61	Délibérations et traitement	LC 33	<p>Après avoir entendu l'auteur·trice de la proposition, la municipalité et le ou la président·e sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.</p> <p>Il peut soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande ; - prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier. - Refuser de prendre en considération la proposition et la classer. <p>L'auteur·trice de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.</p> <p>Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de trois mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport sur le postulat ; - l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou - un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. <p>La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 61 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.</p> <p>Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.</p> <p>En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseiller·ière·s expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.</p>
Art. 62	Interpellation	LC 34	<p>Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.</p> <p>Il informe, par écrit, le ou la président·e de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.</p> <p>La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.</p> <p>La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour de la séance suivante.</p>
Art. 63	Simple question ou vœu	LC 34a	<p>Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.</p> <p>La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 62 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.</p>

Chapitre III

De la pétition

Art. 64	Dépôt d'une pétition	LC 34b	<p>La pétition peut être lancée sous forme écrite ou en ligne. Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.</p> <p>Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.</p> <p>Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.</p> <p>Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 66, alinéa 2, du présent règlement.</p> <p>Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.</p>
Art. 65	Procédure	LC 34c	<p>La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.</p> <p>Elle entend en règle générale le, la ou les pétitionnaires ou leurs représentants.</p> <p>Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.</p>
Art. 66	Compétence		<p>Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la prise en considération ; oub. le rejet de la prise en considération et le classement. <p>Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.</p>
Art. 67	Réponse	LC 34e	<p>Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.</p>

Chapitre IV

De la discussion

Art. 68 Rapport de la commission

Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;
2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la commission, le ou la rapporteur·trice peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le ou la rapporteur·trice doit donner lecture des conclusions de son rapport.

Art. 69 Entrée en matière

Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au ou à la président·e, qui ouvre immédiatement la discussion.

Art. 70 Discussion

La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au ou à la président·e qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande.

Art. 71 Orateur

Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du ou de la président·e.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 30 est toutefois réservé.

Art. 72 Discussion des articles

Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

Art. 73	Amendements	LC 35a	<p>Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).</p> <p>Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au ou à la secrétaire avant d'être mis en discussion.</p> <p>Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur·trice tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un·e autre membre de l'assemblée.</p> <p>Peuvent proposer des amendements :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ; b. les membres du conseil ; c. la municipalité.
Art. 74	Motion d'ordre		<p>Une motion d'ordre est une proposition qui concerne le déroulement d'une délibération en cours. Elle peut être déposée par les c conseiller·ière·s, les groupes politiques ainsi que la municipalité.</p> <p>Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.</p>
Art. 75	Renvoi		<p>Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.</p> <p>Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire.</p> <p>Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.</p> <p>A la séance suivante, la discussion est reprise.</p>
Art. 76	Prolongation des délibérations au-delà de minuit		<p>Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.</p> <p>Il n'y a alors ni convocation et ni nouvel ordre du jour. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.</p>

Chapitre V

De la votation

Art. 77 Votation

LC 35b La discussion étant close, le ou la président·e passe au vote. Il ou elle propose l'ordre dans lequel Il ou elle entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le ou la président·e a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.

La votation se fait, en principe, à main levée. Le ou la président·e n'y participe pas. En cas de doute, le ou la président·e passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il ou elle tranche.

Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.

En cas de vote à main levée, à la demande d'un·e conseiller·ière appuyé par un cinquième des membres, la votation a lieu à l'appel nominal. En cas d'égalité, le ou la président·e tranche.

A la demande d'un·e conseiller·ière appuyé par un cinquième des membres, la votation a lieu au bulletin secret.

En cas de vote à bulletin secret, le ou la président·e prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.

Le bureau délivre à chaque conseiller·ière présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le ou la président·e proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

Art. 78 Etablissement des résultats

LC 35b
al.2

Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

Art. 79 Quorum

Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Art. 80 Second débat

Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présent·e·s demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier lors de la prochaine séance.

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présent·e·s le demandent.

Art. 81	Retrait du projet		La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.
Art. 82	Annulation d'une décision		Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 80, alinéa 2 est réservé.
Art. 83	Référendum spontané	LEDP 107 al.4	Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et que cinq membres demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.
Art. 84	Groupes politiques		<p>Sont considérés comme formant un groupe politique les membres d'un même parti, ou regroupés par apparemment, qui siègent au conseil communal.</p> <p>Les conseiller·ière·s peuvent former des groupes pour autant que 10% (arrondi à l'unité supérieure) des conseiller·ière·s au moins en fassent partie.</p> <p>Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des commissions.</p>

Titre III

Budget, gestion et comptes

Chapitre premier

Budget et crédits d'investissements

Art. 85	Budget de fonctionnement	LC 4, RCom 5 ss	<p>Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet.</p> <p>Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.</p>
Art. 86	Dépenses imprévisibles et exceptionnelles, urgentes	RCom 11	<p>La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature. Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.</p>
Art. 87	Présentation du budget	RCom 8	<p>La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission.</p>
Art. 88	Délai de vote sur le budget	RCom 9	<p>Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.</p>
Art. 89	Amendements au budget		<p>Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission des finances se soient prononcées.</p>
Art. 90	Dépenses courantes	RCom 9	<p>Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.</p>
Art. 91	Investissements, crédits	RCom 14, 16	<p>Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.</p> <p>Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.</p>
Art. 92	Plan des dépenses d'investissement	RCom 18	<p>La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements.</p> <p>Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.</p>
Art. 93	Plafond d'endettement	LC 143	<p>Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié par le Conseil en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.</p>

Chapitre II

Examen de la gestion et des comptes

Art. 94	Rapport de la municipalité sur la gestion	LC 93c, RCom 34	<p>Le rapport de la municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.</p> <p>La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.</p> <p>Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 85 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 86).</p>
Art. 95	Examen approfondi des comptes	LC 93c al.1	<p>La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune et, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur.</p> <p>Lors de l'examen des comptes communaux et intercommunaux du cercle de Corsier, des membres de la commission des finances peuvent être invités à participer aux séances. Ils disposent à ce titre d'une voix consultative.</p>
Art. 96	Droit d'investigation	LC 93e, RCom 35a	<p>Les restrictions prévues par l'article 40 c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance (commission de gestion et commission de finance) dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.</p> <p>Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :</p> <ul style="list-style-type: none">a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité ;h. la visite de tout ou partie des chantiers, domaines et bâtiments communaux. <p>En cas de divergence entre un·e membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le ou la membre du conseil ou la municipalité peut saisir la préfète ou le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le ou la conseiller·ière et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, la préfète ou le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.</p>

Art. 97	Droit de parole de la municipalité	LC 93f RCCom 36	La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.
Art. 98	Réponses aux observations		Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion, voire de la commission des finances, sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre lors du conseil suivant.
Art. 99	Dépôt du rapport et des comptes	LC 93d, RCCom 36	Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission et, le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion et, le cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 94 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller·ière, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.
Art. 100	Vote sur la gestion et les comptes	LC 93g, RCCom 37	Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.
Art. 101	Délibérations sur la gestion et les comptes		<p>Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes. Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.</p> <p>S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais ne peut pas la reformuler.</p>
Art. 102	Archivage		L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par la préfète ou le préfet.

Titre IV

Dispositions diverses

Chapitre premier

De l'initiative populaire

- | | | | |
|-----------------|-----------------------------|----------------|---|
| Art. 103 | Initiative populaire | LEDP
106 ss | La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP. |
|-----------------|-----------------------------|----------------|---|

Chapitre II

Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa De l'expédition des documents

- | | | | |
|-----------------|--|--|---|
| Art. 104 | Communications du conseil | | Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du ou de la président·e et du ou de la secrétaire, ou de leur remplaçant·e. |
| Art. 105 | Communications de la municipalité | | Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature de la syndique ou du syndic et du ou de la secrétaire ou de leur remplaçant·e désigné par la municipalité. |
| Art. 106 | Enregistrement des règlements | | <p>Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 36, lettre a.</p> <p>Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues la signature du ou de la président·e et du ou de la secrétaire, ou de leur remplaçant·e désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.</p> |

Chapitre III

De la publicité

- | | | | |
|-----------------|--------------------------------|-------|---|
| Art. 107 | Tribune publique | LC 27 | Sauf huis clos (voir article 52), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public. |
| Art. 108 | Manifestation du public | | <p>Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.</p> <p>Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.</p> |

Chapitre IV

Dispositions finales

Art. 109 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité, mais au plus tôt le 1^{er} juillet 2021. Il abroge le règlement du 25 octobre 2015.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Corsier-sur-Vevey, le 7 juin 2021

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Vice-Président

La Secrétaire

Tiago Ribeiro

Christine Cuénod-Cochard

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions
et de la sécurité en date du